



## INDIVIDUAL CONSULTANT PROCUREMENT NOTICE

REF 03-04-2014

### REPORT

Date 22/05/2014

---

Pays: Maroc

Description de la mission: Consultant(e) National(e): Évaluation nationale du cadre juridique et institutionnel pour le volontariat des jeunes. Projet régional du Programme des Volontaires des Nations Unies « Le Volontariat des Jeunes Arabes pour un Avenir Meilleur. »

Durée de la mission: 62 jours

Lieu : A domicile

---

#### Historique et contexte

En réponse au changement transformationnel présent dans la région arabe, le projet régional du volontariat des Jeunes Arabes pour un Avenir Meilleur a été lancé par le programme des Volontaires des Nations Unies (VNU) dans cinq pays, à savoir l'Égypte, la Jordanie, le Maroc, la Tunisie et le Yémen en Avril 2013 pour renforcer l'inclusion sociale des jeunes et la participation active dans le développement socio - économique par le volontariat. Le projet se concentre sur la puissance de la jeunesse par le volontariat dans le but de renforcer les capacités des jeunes, d'améliorer leur capacité à contribuer et à participer au développement durable centré sur la communauté. En ligne avec les stratégies régionales de l'ONU, du programme d'action quinquennal du Secrétaire général de l'ONU, le projet régional soutient la création et le renforcement de l'infrastructure nationale et régionale nécessaire pour renforcer les compétences et les capacités de la jeunesse arabe en faisant du volontariat, améliorant ainsi leur participation et leur inclusion dans le développement socio- économique de leurs communautés et pays.

Le projet reflète les besoins et les aspirations de la jeunesse arabe et les autres parties prenantes dans les cinq pays respectifs qui ont été identifiés suivant une série de consultations régionales et nationales tout au long de 2012. Comme une initiative régionale, il prend en considération les points communs de la région ainsi que la spécificité de chaque pays.

En particulier, le projet se concentre sur quatre effets :

Effet 1 : Sensibilisation du rôle du volontariat dans le développement socio - économique et la gouvernance participative augmenté ;

Effet 2 : Les cadres institutionnels pour le volontariat dans les pays cibles et la région renforcés ;

Effet 3 : Capacité des organisations de jeunesse et les organisations de la société civile à promouvoir le volontariat des jeunes améliorée ;

Effet 4 : Les structures formelles pour l'insertion des jeunes par le volontariat renforcé.

Les évaluations nationales des cadres juridiques et institutionnels touchant au volontariat de la jeunesse:

*« Les consultations nationales du projet : rapport des résultats nationaux »* révèle l'absence de cadres juridiques et politiques pour soutenir l'action volontaire dans les cinq pays du projet, en particulier pour les jeunes. La Tunisie est le seul pays qui dispose d'une législation sur le volontariat tandis que le reste des pays du projet ont des stratégies officielles de la jeunesse. Une autre publication VNU *« Le cadre juridique pour le volontariat : dix ans après l'Année Internationale des Volontaires 2001 »* indique que les Etats arabes ont été une exception à la tendance internationale plus large de l'adoption de nouvelles lois et politiques sur le volontariat.

*« Les consultations nationales : rapport des résultats nationaux »* souligne le rôle de l'Etat dans la régulation et l'expansion des activités de volontariat et suggère un certain nombre de mesures, notamment la création de cadres réglementaires et adapter la stratégie nationale de volontariat. La stratégie jeunesse 2014-2017 du Programme des Volontaires des Nations Unies, qui a été développée après le lancement du projet régional, souligne également l'importance de soutenir des environnements propices au volontariat des jeunes par le développement de politiques et de structures de jeunesse, y compris les cadres juridiques et politiques, entre autres mécanismes. En réponse, sous son Effet 2, l'axe projet régional sur le renforcement des cadres institutionnels et juridiques, la promotion du volontariat des jeunes, et l'engagement des jeunes dans les activités de paix et de développement aux niveaux national et régional. Avec la participation active des jeunes, le projet vise à fournir un appui aux gouvernements de construire sur les lois, les politiques et les stratégies existantes sur le bénévolat des jeunes ou à en créer de nouveaux là où ils n'existent pas.

C'est dans ce contexte que le projet régional effectuera des évaluations nationales des cadres juridiques et institutionnels existants et facilitera les dialogues de l'engagement des jeunes sur les résultats de l'évaluation nationale avec les parlementaires et autres décideurs clés dans les pays du projet. Au Maroc, en raison d'un grand nombre d'études déjà existantes et récentes sur les lacunes juridiques et

institutionnelles, cette étude servira d'un côté comme une mise à jour et un suivi de l'information déjà recueillie ; de l'autre côté, il se concentrera sur les acteurs émergents de volontariat des jeunes, tels que les universités. L'étude permettra également de favoriser le dialogue, les recommandations, et plans d'actions entre les organisations de la société civile marocaine et les décideurs.

## Description de l'étendue du travail et livrables

### Objectifs de la mission

- Compiler les travaux existants sur les cadres institutionnels et juridiques touchant au volontariat des jeunes portant sur les lois, les législations, les politiques et stratégies pertinentes, mettre à jour et compléter l'information, le suivi avec les acteurs déjà impliqués (Collectif Marocain du Volontariat (CMV), France Volontaires, PCM, Thaqaafat, le Ministère des Jeunes et du Sport et le Ministère des Relations avec le Parlement et la Société Civile et d'autres acteurs).
- Analyser les attributions des différents acteurs impliqués, y compris des acteurs émergents de volontariat des jeunes, tels que les universités.
- Identifier les lacunes en matière de cadres juridiques et institutionnels qui fixent les conditions affectant la participation des jeunes à des activités volontaires.
- Examiner le rapport de force de l'étude entre les différents acteurs impliqués.
- Proposer des recommandations et un plan d'action commun pour promouvoir des cadres juridiques et institutionnels au Maroc.
- Faciliter le dialogue de l'engagement des jeunes avec les parlementaires et les décideurs afin de permettre des discussions ouvertes sur les résultats de l'évaluation et la mise en œuvre des recommandations de l'étude.
- Faciliter le dialogue de l'engagement des jeunes avec la société civile marocaine et les décideurs politiques pour ouvrir des débats sur les résultats de l'évaluation et la mise en œuvre des recommandations de l'étude.
- Développer la collaboration et le partage de connaissances sur les cadres juridiques et institutionnels entre les partenaires nationaux et régionaux du projet.
- Mettre en évidence les valeurs et les avantages du volontariat pour les inclure dans la stratégie nationale d'élaboration des politiques de jeunesse.
- Développer un plaidoyer pour le cadre juridique et institutionnel du volontariat au Maroc.

## Portée des travaux

Le consultant sera chargé des tâches suivantes :

- Développement d'une méthodologie pour l'évaluation nationale : Au cours des consultations étroites avec les partenaires nationaux, y compris le Comité consultatif national et les réseaux de jeunes, le consultant devra développer une méthodologie participative et orientée vers l'action pour assurer la participation active de toutes les parties prenantes dans l'évaluation et des actions de suivi. Il est essentiel que les parties prenantes nationales, y compris les femmes et les jeunes marginalisés, s'approprient ce processus, compte tenu de leurs besoins et aspirations. La méthode peut comprendre un examen de bureau complet, entretiens, ateliers et enquêtes des informateurs clés.
- Réalisation d'une évaluation nationale des cadres juridiques et institutionnels, en tenant compte des travaux déjà existants : Les évaluations nationales des cadres institutionnels et juridiques existants pour le volontaire des jeunes portant sur les lois, les politiques et les stratégies qui seront réalisés dans un processus participatif avec l'implication de toutes les parties prenantes. Pour permettre une contribution significative des parties prenantes dans ce processus, le consultant organisera un atelier de formation sur les cadres juridiques et institutionnels, y compris un exposé sur la méthodologie avant l'évaluation. L'évaluation prendra également en considération dans quelle mesure les cadres juridiques et institutionnels actuels facilitent la participation des femmes et des jeunes marginalisés en programmes de volontariat.
- Produire le rapport d'évaluation nationale: Le rapport d'évaluation présentera les résultats et identifiera les lacunes, des recommandations et un plan d'action commun sur la façon de renforcer les cadres juridiques et institutionnels pour la promotion du volontariat des jeunes dans le développement socio - économique.
- Organiser un événement sur le dialogue entre les parties prenantes: Une fois finalisé, il est essentiel que le rapport soit examiné par les jeunes volontaires et les décideurs, entre autres parties prenantes qui peuvent mettre en œuvre les recommandations. Après l'évaluation, le consultant devra organiser et faciliter trois événements de dialogue pour promouvoir la participation des jeunes face aux décideurs. Les événements de dialogue seront conçus et réalisés sur la base des conclusions du rapport d'évaluation et les exigences des parties prenantes nationales. Le consultant identifiera les participants, élaborera un programme pour chaque événement de dialogue, facilitera un dialogue ouvert entre les parties prenantes et produira un court rapport décrivant les principales discussions et les prochaines étapes. Le consultant devra également produire un court rapport résumant les trois événements de dialogue, les résultats des discussions et les recommandations, à ajouter en annexe au rapport final d'évaluation.
- Collaboration et partage des connaissances : au besoin, le consultant partagera des informations et de l'expertise de l'équipe de consultants / projet basés dans d'autres pays cibles de travail sur

l'évaluation nationale des cadres juridiques et institutionnels et des dialogues d'engagement des jeunes.

### Arrangements institutionnels

Sous la supervision directe de l'Unité VNU Maroc, et la directrice du projet régional de la jeunesse, le consultant travaillera en étroite consultation avec les partenaires nationaux, y compris le comité consultatif national et les réseaux des jeunes.

### Principaux livrables

Le consultant sera responsable pour les prestations suivantes :

No	Description	Nombre de jours	Délai de livraison
1	L'élaboration de la méthodologie de l'évaluation nationale des cadres juridiques et institutionnels, y compris une liste des partenaires à interviewer et une revue de la littérature existante,	5 jours	30 Juin 2014
2	La réalisation d'un atelier d'échange d'information et d'analyse de cas, comme partie intégrante de l'évaluation.	30 jours	15 Août 2014
3	Soumission de la version provisoire du rapport d'évaluation final en français (tenant compte des commentaires de l'Unité VNU Maroc et la directrice du projet régional)	5 jours	22 Août 2014
4	Soumission de la version finale du rapport d'évaluation final en français et en arabe  Réception d'une présentation Power Point sur l'étude (à utiliser lors des 3 événements de dialogue)	7 jours	30 Août 2014
5	Organisation de trois Evénements de dialogue	12 jours	30 Septembre 2014

5	Soumission des conclusions des ateliers en Français et en Arabe	3 jours	15 octobre 2014
TOTAL		62 jours	

Ce délai commencera à courir à compter de la signature du contrat. A noter que les périodes de validation ne sont pas incluses.

Le calendrier des ateliers et événements sera défini en commun accord entre le prestataire, l'Unité VNU et la directrice de projet régional de la jeunesse.

Les présentations se feront en arabe et en français, en format PowerPoint, et traiteront des principaux résultats de l'étude: les présentations feront partie de trois événements de dialogue. Tous les documents finaux sont livrés en arabe et en français, en format numérique et papier.

#### **Les missions du consultant:**

Le consultant aura les tâches suivantes :

- ✓ Rédiger la note méthodologique ;
- ✓ Faire une revue de la littérature existante
- ✓ Réaliser la conception globale de l'étude, organiser diverses réunions, analyser et synthétiser les résultats des concertations ;
- ✓ Assurer le processus de collecte des données et la rédaction du rapport de l'étude en français et en arabe en veillant à sa cohésion analytique ;
- ✓ Fournir l'assurance qualité interne et diriger la révision des ébauches du rapport de l'étude ;
- ✓ Présenter les résultats de l'étude aux parties prenantes, y compris les parties nationales (élaboration d'une présentation PowerPoint à cet effet) ;
- ✓ Assister et organiser trois événements de dialogue pour présenter les résultats de l'étude
- ✓ Présenter la version finale du rapport en français et en arabe.
- ✓ Soumettre les conclusions des trois ateliers de dialogue national en arabe et en français.

#### **Résultats de la consultation :**

Une compréhension claire des lacunes, les défis et les besoins touchant la mise en place du cadre juridique atteint.

Le dialogue politique entre la société civile et les décideurs politiques de développement est impulsé.

Un document de base solide est créé et servira de base pour les futures discussions sur les politiques liées.

## **Arrangement de gestion**

Sous la supervision directe de l'Unité VNU, et la directrice de projet régional de la jeunesse, le consultant travaillera en étroite consultation avec les partenaires nationaux, y compris le Comité Consultatif National et les réseaux des jeunes.

## **Durée de la consultation**

### Durée de la consultation :

Le consultant devra effectuer ce travail sur une période de 62 jours. Comme il y aura un écart de temps entre l'évaluation des cadres juridiques et institutionnels et les trois événements de dialogue, les 62 jours devraient être étalés sur une période maximale de 6 mois. Tous les livrables devront être finalisés et soumis avant le 15 octobre 2014.

## **Qualifications et expériences requises**

### Profil demandé

- Master en droits de l'homme, relations internationales, sciences politiques ou un domaine connexe. Un diplôme supérieur de troisième cycle sera un avantage distinct.
- Excellentes compétences orales et écrites en Français et en Arabe, Anglais hautement souhaitable.
- Au moins trois ( 3 ) années d'expérience dans l'évaluation conduite sur les cadres juridiques et institutionnels et de facilitation d'événements de dialogue politique. L'expérience acquise avec l'ONU est un atout.
- Aptitude avérée en recherche, écriture et politique actuelle des questions connexes.
- Excellente maîtrise des logiciels de bureautique commun (MS Office, etc.)
- Expérience pertinente en matière du volontariat marocain, la jeunesse marocaine, les États Arabes, l'Organisation des Nations Unies, et de la société civile marocaine et d'autres domaines liés au développement humain est hautement souhaitable.
- Expérience de vie, de travail et / ou de volontariat dans les pays en développement est un avantage.

### Exigences linguistiques

La langue de la consultation et la rédaction du rapport sera le français ainsi que l'arabe.

## **COMPÉTENCES**

- Aptitude avérée à travailler en équipe
- Excellente communication et de facilitation

- Indépendance et capacité de travailler de façon autonome

### **Soumission des offres**

- Au moins trois références de clients précédents : nom, adresse, e-mail et numéro de téléphone.
- Un CV à jour et une brève description de l'expérience pertinente, y compris le nom du contact, numéro de téléphone et e-mail
- La preuve de tout travail pertinent précédent réalisé, des liens vers des sites Web, et l'évaluation des travaux antérieurs, mettant en valeur ses expériences et ses compétences en lien avec la consultation
- Une offre financière, qui comprend les frais quotidiens, les frais de déplacement et autres frais éventuels liés à ce travail. L'offre financière pour la prestation devra comprendre en dirham (MAD) un forfait d'honoraires total (y compris toutes autres charges liées à la réalisation des prestations).
- Une proposition (un maximum de 500 mots) en français et Arabe, sur la façon dont vous souhaitez aborder et planifier ce travail pour assurer son succès, incluant un chronogramme des activités/réunions et les sources documentaires/données de base. Ainsi que vos commentaires sur les termes de Références pour clarifier la compréhension des objectives du rapport.
- Lettre d'intérêt et de disponibilité (voir modèle en annexe II)

### **Budget et modalités de paiements:**

#### Rémunération :

Selon le barème du PNUD, le montant forfaitaire de l'offre financière est un montant brut soumis à l'impôt et ne dépassera pas l'équivalent de 16.000 USD.

#### Modalités de paiements :

4 Livrables / paiements sont prévus :

- 30% : après exécution respective des livrables suivants:
  - L'élaboration de la méthodologie de l'évaluation nationale des cadres juridiques et institutionnels, y compris une liste des partenaires à interviewer et une revue de la littérature existante,
  - La réalisation d'un atelier d'échange d'information et d'analyse de cas, comme partie intégrante de l'évaluation. .
- 70%: Apres exécution respective des livrables suivants :
  - Soumission de la version provisoire du rapport d'évaluation final en français (tenant compte des commentaires de l'Unité VNU Maroc et la directrice du projet régional)
  - Soumission de la version finale du rapport d'évaluation en français et en arabe

- Réception d'une présentation Power Point sur l'étude (à utiliser lors des 3 événements de dialogue)
- Organisation de trois Evénements de dialogue
- Soumission des conclusions des ateliers en Français et en Arabe

### Evaluation des offres

Le consultant sera évalué en fonction d'une combinaison de critères techniques et financiers. Le score des critères techniques sera de 70% (70 points), alors que les critères financiers seront 30 % (30 points).

L'évaluation technique (70% ou max 70 points) tiendra compte de ce qui suit par la notation fournie :

Critères de l'évaluation technique	Points
<b>Méthodologie:</b> - Bonne compréhension du travail (10) - Note méthodologie proposée (20) - Chronogramme proposé (20)	50
<b>Profil proposé</b> - Pertinence de la formation académique (10 points) - Connaissance de la jeunesse, de la société civile, les Nations Unies, la région des États Arabes, Développement Humain (5 points) - Expérience dans Expertise dans la conduite d'évaluations de cadres juridiques et institutionnels (5 points) - La facilitation des dialogues politiques (5 points) - Maitrise de la langue Française et arabe (5 points)	30
Expertise/référence similaires (4 points par référence similaires)	20
<b>Total</b>	<b>100</b>

Le candidat qui recevra le score technique et financier combiné le plus élevé se verra attribuer le contrat.

## Dépôts des offres

Le/la consultant(e) intéressé(e) est prié(e) d'envoyer:

1. Offre technique contenant les éléments précisés dans le point 6 du présent document ;
2. Offre financière : estimation du coût tel que précisé dans point 6 du présent document ;
3. Trois références de clients précédents : nom, adresse, e-mail et numéro de téléphone ;
4. Un CV à jour et une brève description de l'expérience pertinente, y compris le nom du contact numéro de téléphone et e-mail ;
5. La preuve de tout travail pertinent précédent réalisé, des liens vers des sites Web, et l'évaluation des travaux antérieurs, mettant en valeur ses expériences et ses compétences en lien avec la consultation ;
6. Lettre d'intérêt et de disponibilité (voir modèle en annexe II).

Les offres seront déposées par courrier à l'adresse suivante: 13 Avenue Ahmed Belafrej, Souissi, Rabat

ou par email à [procurement.morocco@undp.org](mailto:procurement.morocco@undp.org) et avec copie à [nadia.benabdallah@undp.org](mailto:nadia.benabdallah@undp.org) et [asmaa.eljamali@undp.org](mailto:asmaa.eljamali@undp.org) en spécifiant dans l'objet: « consultation REF IC 03-04-2014 "Évaluation nationale du cadre juridique et institutionnel pour le volontariat des jeunes. Projet régional du Volontaire des Nations Unies» avant le **12 JUIN 2014** à 12h00 GMT+1

Toute demande d'informations complémentaires sera faite par écrit aux adresses susmentionnées.

Le PNUD répondra par écrit et enverra des copies des réponses à tous les consultants.

## ANNEXE

Annexe 1- Individual consultant general terms and conditions

Annexe 2- Modèle de lettre d'intérêt et de disponibilité, et modèle d'offre financière

Annexe 3- P11